



Vendredi 16 octobre, le pays a appris avec effroi l'assassinat d'un de nos collègues, Samuel Paty.

Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie, a payé de sa vie son engagement professionnel, tué pour avoir montré des caricatures.

Attaquer un professeur c'est s'en prendre à un pilier de notre République.

L'école est le lieu de la formation de citoyens libres et éclairés, et nous tenons à rappeler notre attachement indéfectible à la liberté d'expression.

Nous voulons également ce soir en présence d'élus de l'ensemble de la communauté éducative et élus territoriaux à rendre ensemble l'hommage plein et entier que nous devons à notre collègue.

Nous pensons cette déclaration d'autant plus nécessaire que lundi 2 novembre, jour du retour en classe le ministre de l'Éducation nationale a fait le choix de réduire le nécessaire temps de réflexion, d'échange, de partage à une lecture de la lettre de Jean Jaurès aux instituteurs et institutrices, puis à une minute de silence, chaque collègue dans sa salle, alors même que la cohésion et la solidarité, l'unité, mots si souvent dévoyés semblaient indispensables.

Cette décision est indigne.

D'autres organisations étaient possibles permettant de tenir compte des conditions de cette rentrée hors normes. Elles ont été balayées par le Ministère d'un revers de main, sans considération pour les impératifs humains et pédagogiques.

Nous n'avons pu que regretter qu'au lycée de Saint Just également, aucun moment de recueillement ou d'échange n'ait été proposé aux adultes encadrant nos jeunes. Cette décision affaiblit aussi l'indispensable travail pédagogique et collectif que nous devons mener avec nos élèves face aux défis que représente cette attaque.

Après la sidération, nous tenions à exprimer ce soir en même temps notre immense tristesse et notre colère, notre sentiment d'avoir été méprisés une fois de plus ce lundi 2 novembre.